TICKET DEMOCRATE WHIG.

HARRISON & TYLER.

ELECTEURS DE LA LOUISIANE :

1ER. DIST. WM. DE BUYS, D'Orleans.
2ND. " JOS. BERNARD, D'Est Baton Rouge.
3ME. " LŒUFROY BARRAS, De La Fouche.
4E. " JACQUES DUPRE, De St. Landry.
5E. " SETH LEWIS, Des Rapides.

L'ABEILLE.
JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.
PAR BULLITT, MAGNE & CIE.
No. 81, Rue Chartres.
JOURNAL QUOTIDIEN.....$12 } payable d'avance.
Do. TROIS FOIS PAR SEMAINE. $10 }
NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 2 NOVEMBRE 1840.

POUR GOUVERNEUR :
HENRY JOHNSON,
Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

HATEZ VOUS DE VOTER.

Les Electeurs Whigs ne sauraient mettre trop d'empressement à se rendre aux polls; voter promptement est presque une nécessité, surtout pour les hommes de notre parti qui possèdent quelqu'influence. Une fois qu'ils auront déposé leurs votes, ils pourront en effet être encore utiles à la cause; ils veilleront à la sureté des élections, exciteront à remplir leur devoir ceux qui seraient tentés de le mettre en oubli, décideront les électeurs encore indécis, animeront les tièdes et feront en un mot avancer les trainards de la grande armée whig. Aussi leur répétons-nous :

HATEZ-VOUS DE VOTER.

ELECTEURS, A VOTRE POSTE—Voici l'heure où commence la grande lutte électorale et nul de vous ne doit manquer à l'appel. Songez y bien ! Il ne s'agit plus seulement ici d'un intérêt de Cité, d'un intérêt d'Etat, ce n'est plus seulement une administration locale plus ou moins bonne que vous avez à choisir, vous allez voter pour la magistrature suprême, vous allez prononcer votre verdict dans le grand procès politique qui se plaide depuis plus d'un an, vous allez contribuer pour votre part à la délivrance de l'Union, vous allez combattre pour l'avenir de votre patrie, combattre pour la liberté ! A votre poste, car il y aurait lâcheté à l'abandonner dans un pareil moment; à votre poste, car le vote de chacun de vous pèsera dans la balance de nos destinées; à votre poste, car la patrie a besoin de vous !

Ah ! vous ne serez pas sourds à l'appel qu'elle vous adresse ! En juillet déjà vous avez prouvé qu'elle pouvait compter sur vous; vous avez fait noblement votre devoir ! Vous le ferez encore; ce premier succès doit vous rallier votre courage; mais, ne l'oubliez pas, ce n'était là qu'une affaire d'avant garde, et nous en sommes maintenant à la grande bataille. Réunissons toutes nos forces, serrons les rangs et redoublons d'efforts; car, dans cette solennelle circonstance, n'est pas un succès ordinaire qu'il nous faut, c'est triomphe éclatant. Nous avons devant nous de adversaires et qui n'ont rien épargné pour nous faire acheter chèrement la victoire; mais nous avons pour nous la sainteté de notre cause ! Du courage donc et à l'œuvre ! Que nos phalanges serrées avancent vers les polls, que chacun de nous soit à son rang, la liberté nous protégera et la patrie sera sauvée !

UN DERNIER MOT AUX ELECTEURS.

C'est aujourd'hui le premier jour de la grande lutte électorale d'où dépend le sort du pays; ne l'oubliez pas.

Lorsque douze citoyens s'assieront pour juger un de leurs semblables, ils jurent préalablement de ne rien dire que la vérité, et de ne rien écouter ni de la haine des passions. Vous êtes maintenant jurés et ce n'est pas un homme, c'est l'Union fédérale, c'est la république tout entière que vous allez juger. Votre sentence peut nous sauver, comme elle peut nous perdre. Il vous sera présenté deux tickets qui se traduisent inévitablement l'un par *prospérité*, l'autre par *calamité* : s'il y a quelque patriotisme dans votre ame la main doit vous trembler en choisissant.

Songez-y bien, votre sort, le sort de vos enfans, le sort de votre patrie, tout dépend du vote que vous allez donner. C'est assez dire que vous devez, avant de remplir le plus important de vos devoirs civiques, faire un dernier examen, un dernier retour sur vous même; votre vote, une fois déposé, il n'en sera plus temps et les regrets seront superflus.

Quel est celui des deux candidats qui mérite votre confiance ? Examinons.

L'un des deux candidats, M. Van Buren, n'a jamais rien fait pour mériter la présidence, et il ne l'obtenne une fois que par l'entremise du général Jackson ; l'autre, le général Harrison, a été en quelque sorte l'élève de Washington, il a gagné des batailles, et obtenu la confiance de Jefferson, de Madison et de Monroe. Successivement général d'armée, gouverneur d'Etat, représentant, sénateur, négociateur et ministre des Etats-Unis près de la république de Colombie, le général Harrison s'est constamment montré à la hauteur de sa position.

M. Van Buren ne peut citer, comme venant de lui aucune grande mesure d'utilité publique ni avant ni pendant sa présidence ; loin de là, il a signalé son passage au pouvoir par son odieux projet de sous-trésorerie dont la tendance est d'enrichir les riches et d'appauvrir les pauvres, et par son deposit; ce projet d'ailleurs a été abandonné.

Le général Harrison, dès son arrivée au Congrès, a fait adopter une loi sur les terres publiques qui a contribué plus que tout autre motif à la prospérité des Etats-Unis ; car cette loi a permis de vendre par petite lots les terres publiques qui, auparavant, ne se pouvaient vendre que par immenses lots hors de la portée des cultivateurs qui ne pouvaient acheter que de seconde main. Il a été aussi le défenseur intrépide des vétérans de la guerre de l'indépendance auxquels il a fait accorder des pensions.

M. Van Buren est un intrigant qui met en pratique la fameuse maxime *primâ sibi cordas*; le général Harrison est un honnête homme, qui aurait pu facilement acquérir une fortune princière dans les divers emplois qu'il a occupés et qui est resté dans la vie privée plus pauvre qu'il n'en était sorti.

M. Van Buren entoure aristocratie qui a introduit dans le Palais du Président le faste des cours; le général Harrison est un homme simple dans ses goûts comme dans ses mœurs, un vrai républicain démocrate qui préfère à tout l'honnêteté et l'indépendance.

Enfin, M. Van Buren a voté contre les institutions du Sud et le général Harrison a voté pour elles, quoiqu'il eût bien que ce vote lui ferait un tort *infini* dans l'esprit de ses commettans.

Aussi, voyez le contraire : l'Etat de l'Ohio dans lequel réside le général Harrison, et l'Etat de l'Indiana, dont il a long-temps été gouverneur, lui donnent d'immenses majorités ; tandis que l'Etat de New-York, dans lequel réside M. Van Buren, donnera contre lui une majorité qu'on évalue de 15 à 30 mille voix !

Si des résultats en passe aux partis qu'ils représentent, on arrive encore au même résultat.

Lorsque le parti loco-foco est arrivé au pouvoir la prospérité était générale: le planteur vendait vite et bon les récoltes ; le commerce, l'industrie trouvaient partout une juste rémunération de leurs travaux; l'ouvrier, gagnant de bons salaires, marchait rapidement vers l'aisance et la fortune ; en un mot toutes les classes de notre immense population étaient heureuses : c'est un fait dont chacun garde encore le souvenir.

Maintenant, quel horrible changement ! Ingénieur ne peut vendre sa récolte, même à vil prix ; le commerce, l'industrie sont ruinés ; le travail ouvrier ne trouve au travail pour ne pas mourir de faim et trop souvent il voit encore ses offres repoussées. Maintenant la misère est partout, toutes les fortunes sont compromises, toutes les existences sont menacées et chacun (les usuriers et les fonctionnaires du gouvernement exceptés) calcule *tristement combien* de temps encore il pourra acheter du pain !

Qui donc nous aurait en plongeur dans cet abyme de maux si ce n'est le parti du pouvoir ? Avons-nous eu la guerre avec quelque puissance étrangère ? Non, nous sommes en paix avec le monde entier. Avons-nous eu quelques années de disette ? Non, notre sol ne fut jamais plus productif. Or, puisqu'il est impossible de trouver *dans les événemens extérieurs* et accidentels, la cause de nos misères, il faut bien les attribuer à l'administration ; car ces misères ne sont pas comme d'ailleurs-toutes frappent sur nous.

Entre un parti qui combat pour la conservation des richesses publiques et un parti qui, non content de nous ruiner, veut encore organiser le despotisme sur cette terre classique de la liberté, il n'y a pas à balancer.

Votez donc d'enthousiasme HARRISON, INDEPENDANCE ET DEMOCRATIE ; contre de non adversaires VAN BUREN, ARISTOCRATIE, DESPOTISME.

AVIS AUX VOTANS WHIGS !

Les votans whigs sur les terres publiques, enregistrés en 1838, et *en juillet dernier*, ainsi que tous ceux qui ont été dernièrement enregistrés, sont priés de se présenter après 8 heures du matin, et durant la journée, à la Salle du Comité, maison Musson, rue Royale, près celle du Canal, à l'effet d'obtenir des certificats, ou le numéro d'enregistrement. De cette manière ils n'éprouveront aucun retard à voter et faciliteront l'expédition aux *Polls*.

AVIS AUX VOTANS.

Les votans démocrates-whigs sont invités à se munir de leur dernière quittance de taxes en allant aux *Polls*, pour éviter toutes difficultés.

Les *Polls* s'ouvriront aujourd'hui à neuf heures dans les trois municipalités.

PRENEZ GARDE A LA FRAUDE !

Nous avons souvent remarqué que lorsque les loco-focos ont l'intention de commettre quelque crime politique ils en accusent leurs adversaires, afin sans doute de détourner l'attention. Ainsi nous avons été prévenus, depuis plusieurs jours, que les Vanocrates avaient fait un *très grand nombre* de votans sur les terres publiques et que les deux tiers environ de ce nombre portaient des noms fictifs afin de pouvoir faire voter le même individu, sous différents noms, dans les trois municipalités et dans les paroisses voisines. Aussi n'avons nous nullement été surpris de voir un journal locofoco attribuer, hier, ce projet au parti de l'opposition, car c'est une conséquence du système de déception suivi par les organes de l'administration.

Il est donc de la plus haute importance que tous les démocrates whigs soient sur leurs gardes. On ne saurait être trop vigilant, trop circonspect pour repousser la fraude. Il est important de doubler, de tripler même les comités de vigilance afin d'exercer la surveillance la plus active sur les menées de nos adversaires, soit en prenant note de tous *votantes* qui viennent sur des certificats de terres publiques, soit en envoyant fréquemment des députations d'un *poll* à l'autre et même dans les paroisses voisines, soit en faisant immédiatement *arrêter et livrer à toutes les* rigueurs de la loi ceux qui seraient convaincus d'avoir usurpé le droit électoral.

Encore une fois soyons actifs et vigilans. La fraude *seule* pourrait faire réussir nos adversaires, soyons en garde contre la fraude.

Les membres des *challenging committees* sont priés de se rendre à leur poste *une heure* avant l'ouverture des polls afin de s'entendre sur le meilleur mode de procéder.

☞ Nos lecteurs trouveront dans la partie anglaise de notre feuille la liste des comités des deux partis nommés pour maintenir le bon ordre aux polls.

LA DERNIERE CARTE DE M. VAN BUREN.

Dernièrement un locofoco, pressé dans ses derniers retranchemens, avoua que *M. Van Buren n'avait pas encore joué sa dernière carte*. On se perdait en conjectures sur la nature de cette *dernière carte, tout en* présumant bien que ce ne pouvait être qu'un faux. Nous croyons être maintenant mieux informés.

Par suite d'une méprise il nous est tombé dans les *mains un document*, qui, heureusement, porte en lui même la preuve de sa fausseté et qui probablement n'est autre que la fameuse "dernière carte" : c'est tout bonnement un *slip* d'un journal abolitioniste, l'*Emancipateur*, contenant une *prétendue* lettre d'un comité abolitioniste de New York au général Harrison et une *prétendue* réponse de l'honorable général où on le fait déclarer que le Congrès a le droit d'abolir l'esclavage dans le district de Columbie. Nous publions dans notre partie anglaise toute cette *prétendue* correspondance afin que chacun puisse en apprécier la nature et la portée.

Cette qu'il y a de la démence de la part des locofocos à chercher à persuader que le général Harrison est abolitioniste, lorsque toute sa vie, tous les actes de *son honorable vie, en disent contre cette assertion* calomnieuse, cette dernière tentative ne fera que prouver de plus en plus l'indignité d'un parti qui ne recule devant aucun moyen pour arriver à son but, d'un parti qui pour nous servir du langage de l'Ecriture, *boit l'iniquité comme l'eau*.

La ruse finit sévèrement et l'opinion flétrit comme infames les faussaires dans les transactions *privées*, c'est-on que les faussaires politiques méritent plus d'indulgence ?

Ce n'est plus ici une question de politique, c'est une question d'*honnêteté et de morale publique*, et nous sommes assurés que tout ce qu'il y a d'hommes d'honneur dans le parti de l'administration s'empressera, par une scission éclatante, de renier des hommes *aussi pitibles de descendre si bas* !

L'assemblée whig qui a eu lieu samedi soir à l'Arcade Banks est d'un heureux augure pour les élections d'*aujourd'hui*. Le nombre immense des assistans, l'enthousiasme qui régnait parmi eux, prouvent que les whigs sont prêts à faire leur devoir. Qu'ils allent aux polls avec l'empressement qu'ils ont mis à se rendre à cette dernière réunion, et le triomphe ne saurait nous échapper. MM. Mazureau, Canonge et quelques autres ont harangué l'assemblée ; leurs paroles ont redoublé l'ardeur qui animait déjà tous les généreux citoyens accourus à cette patriotique réunion.

A la suite de ces discours la résolution suivante a été proposée :

"Résolu que la Louisiane peut et *doit conserver* à la prochaine élection le rang glorieux qu'elle occupe maintenant parmi les Etats whigs de l'Union."

Cette résolution qui exprimait parfaitement le sentiment dont toute l'assemblée était animée, a été adoptée au milieu d'applaudissemens unanimes.

RECAPITULATION.

Martin Van Buren et *Wm. H. Harrison* sont aujourd'hui en présence et le peuple va décider lequel des deux est le plus digne de présider aux destinées de notre patrie. Quels sont les titres respectifs de ces deux candidats ?

Ceux de *Martin Van Buren* sont d'une nature assez singulière, jusqu'au moment où il a été élevé à la première dignité de la république, on cherche en vain son nom dans nos annales; son nom ne se trouve mêlé à aucun des grands événemens de ce siècle; et si par hasard on le voit figurer dans quelques mesures secondaires, ce n'est pas d'une manière qui le doive recommander aux suffrages des citoyens du Sud. Ainsi nous le rencontrons dès le commencement de sa carrière politique dans les range des adversaires de *Madison, l'un des plus purs représentants de la démocratie*; il soutint contre Madison le fédéraliste Clinton, et depuis lors il a toujours été lié avec les fédéralistes. En outre il a toujours montré des tendances abolitionistes; n'a-t-il pas voté dans la Convention de New-York pour accorder aux nègres le droit de suffrage ? n'a-t-il pas, dans la Législature du même Etat, voté pour que les Représentans du Congrès reçussent l'ordre de s'opposer à l'admission du Missouri comme Etat à esclaves ? N'a-t-il pas en 1823 au Congrès voté pour empêcher l'introduction de l'esclavage en Floride ? N'a-t-il pas *déclaré que le Congrès* pouvait abolir l'esclavage dans le district de Colombie ? N'a-t-il pas encore pour alliés les abolitionistes les plus prononcés, les Duncan, les Benjamin Tappan ? C'est pourtant avec de pareils antécédens qu'il est arrivé un beau jour à la présidence ! La protection d'un homme qui a joui d'une immense popularité et son adresse personnelle, adresse qui est devenue presque proverbiale, firent pour lui ce que le mérite avait fait pour ses prédécesseurs. Ce fut peut-être la plus habile escamotage politique qui se soit jamais opéré aux dépens d'un peuple libre ! Et depuis son élévation au pouvoir, Martin Van Buren s'est-il acquis des droits à le conserver ? Avons-nous besoin de le redire tous les malheurs que son administration a *fait peser sur notre pays* ? Avons-nous besoin de montrer encore une fois les dépenses gouvernementales s'accroissant dans une proportion exhorbitante; la corruption pénétrant dans toutes les branches de l'administration, obtenant la protection et la faveur du chef suprême ? Rappelerons-nous les tendances incertaines de Martin Van Buren vers le despotisme, son mépris pour les droits des Etats, son *mépris pour la* volonté formellement exprimée du peuple ? Rappelerons-nous l'adoption forcée du bill de la sous-trésorerie et la présentation du bill d'armée permanente ? Tous ces faits sont trop *près de nous pour que le peuple* les ait oubliés déjà : il en tiendra compte.

Bien différent de Martin Van Buren, Wm. H. Harrison présente, pour appuyer sa candidature, les mérites les plus incontestables. Entré dès sa tendre jeunesse, dans les rangs des défenseurs de la patrie, il s'y est toujours fait distinguer par sa valeur et *par son habileté; il a versé son sang sur les champs* de bataille et de glorieuses victoires ont signalé sa carrière militaire. Homme public, il a toujours montré le plus profond dévouement pour la volonté du peuple; mais en même temps il a toujours eu le courage de résister à tout parti, quelque fort qu'il fût, quelque encore même qu'il pût être, lorsque ce parti voulait vous imposer un homme qui ne vous convenait pas. Les intrigues du Sénat ont pu vous imposer un homme qui ne vous convenait pas, mais vous avez pu, par votre vote, vous en venger. Mais, si le parti du président avait pu vous imposer un homme qui ne vous convenait pas, vous ne pourriez pas vous en venger. Ainsi, quelque soit le parti qui triomphe, le peuple sera toujours maître de choisir ses chefs. Il n'en est pas de même du parti qui, pour nous imposer un homme qui ne vous convient pas, pourrait, dans quelques années, vous imposer un homme qui ne vous convient pas, mais le pays a fait une triste expérience pendant les dix dernières années ! Dans l'intérêt des deux ordres, j'ai pensé que le vote de quatre millions de citoyens qui avaient confié à mes humbles talents le soin de la France, nous imposait au moins le devoir de faire un appel à la nation, pour lui demander sa volonté. J'ai pensé qu'il n'appartenait à personne de se placer comme un obstacle entre des droits reconnus et leurs conséquences naturelles. Peut-être ai-je cru aussi que, au milieu du congrès national, quelque peu de choses coûteraient, quelques prétentions pouvaient être comptées, je pourrais avoir le droit de rêver de les souvenirs d'un pays de l'empire, et de mentionner aux yeux de la France, France, aujourd'hui affaiblie et à peine reconnaissante le congrès des rois, la France dédaigneuse et forte au dessus si puissante et si respectée au dehors.

"La a Nation aurait été libre de *prononcer, république* ou monarchie, empire ou royauté, parce que tout émane de sa volonté, et que tout dépend de son opinions. Devant l'expression manifeste de sa volonté toute autre prétention, à mes yeux, s'efface. Il *n'y a pas eu de conspiration. Il n'y a pas de conspirateurs.* Seul, j'ai tout fait, j'ai tout résolu. Personne n'a connu d'avance mes projets, mes ressources, mes espérances. Si je suis coupable envers quelqu'un au monde, c'est envers les ministres que j'ai mis à l'accablement pas, néanmoins, d'avoir abusé d'un courage et d'un dévouement connus les leurs. Ils comprendront les motifs pendant et honorables qui ne me permettaient pas de révéler même à eux les raisons qui j'ai eu de croire au succès, quelque grandes et puissantes quelles fussent. Encore une fois, Messieurs, je représente devant vous un principe, une cause et une défaite. Le principe est celui de la souveraineté du peuple. La cause est celle de l'empire. La défaite est celle de Waterloo. Le principe, vous l'avez reconnu le cause, vous l'avez servie, et la défaite vous la fera venger. Il n'y a aucune différence entre vous et moi, et je ne croirai pas que je puisse être destoné aujourd'hui à supporter la peine de la défection des autres. Représentant d'une cause politique, je ne peut pas accepter comme juge de mes vœux et de mes actes une juridiction politique. Vos fonctions ne trompent personne. Dans le conflit qui va commencer il n'y a que des vaincus et des vaincus. Si vous êtes les premiers, je n'ai pas de justice à attendre de vous, et vous n'avez pas le droit de m'imposer cette épreuve. Ce discours a été écouté avec la plus profonde attention, et le procès a continué ensuite par l'interrogatoire que le baron Pasquier a fait subir aux accusés.

Le prince, en réponse au reproche que lui a fait le baron Pasquier, d'avoir voulu renverser le gouvernement établi par la charte, répondit qu'il avait agi pour le bien de la nation, en tâchant de faire triompher le principe de la souveraineté du peuple. Il a refusé toute autre explication.

Le comte Molhelon a été ensuite interrogé. Il a avoué qu'il avait suivi le prince Louis-Bonaparte, qu'il avait *été porté à le faire par l'affectionnée* pitié qu'il éprouve pour lui. Il avait été à Londres pour ses affaires personnelles, et là il a eu occasion de voir fréquemment le prince avec qui il a discouru sur la politique. Il ne savait rien de ses projets de Boulogne. *Dans un voyage qu'il fit en Belgique, il lui fut permis d'envoyer à différentes personnes des lettres* du prince, mais il ignorait leur contenu. Il s'est enfin bornéqué avec le prince sans connaître l'objet de son expédition. Cet est que quelques instans avant de débarquer que le prince l'informa de ses projets. Il ne se rappelle pas si le prince fit des remarques à ce sujet. Il ne savait pas que le prince l'avait nommé aide-général de son armée. Si son nom a paru au bas des proclamations, ce fait lui est totalement inconnu. Il déclare qu'il n'a jamais été les yeux sur ces documens jusqu'à son arrivée à Boulogne. Rien ne l'a porté à croire que le prince ait été à projets de conquête. Il a cru que le prince était à la tête d'un parti considérable. Il a cru que le prince était à la tête d'un parti considérable. Il a cru que le prince était à la tête d'un parti considérable